

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 19/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALECOBOIS PROVENCE

42 Boulevard de l'europe
ZI des Estroublans
13127 Vitrolles

Références : 2026-0093
Code AIOT : 0006404566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement VALECOBOIS PROVENCE implanté 42, Boulevard de l'europe ZI des Estroublans 13127 Vitrolles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection intervient suite à une plainte de la Fonderie du Midi (voisin de la société Valecoboïs) lors du mois octobre 2025, pour des poussières générées par l'exploitation du broyeur de bois.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALECOBOIS PROVENCE
- 42, Boulevard de l'europe ZI des Estroublans 13127 Vitrolles

- Code AIOT : 0006404566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Centre de tri et de traitement de bois déchets de type A et B

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Disposition des stockages	Arrêté Préfectoral du 15/10/2024, article 4	Sans objet
2	Système alerte	Arrêté Préfectoral du 15/10/2024, article 6	Sans objet
3	Emissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 15/10/2024, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constatations, nous observons l'engagement de l'exploitant pour remédier aux nuisances qui peuvent être liées à son activité. En effet des mesures restrictives sont mises en oeuvre tel que l'arrêt du broyage en cas d'épisode venteux et l'emplacement adéquate du broyeur pour empêcher tout envol de poussières en dehors de l'enceinte.

Néanmoins, afin d'être toujours dans un processus d'amélioration, nous demandons à l'exploitant de notifier chaque jour l'emplacement du broyeur et en cas de plainte, d'étudier qu'elle peut être la cause de nuisances par émission de poussières (état des stockages, météo, trafic camions entrant et sortant, emplacement du broyeur.....).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Disposition des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Murs coupe feu et stockages des îlots
Prescription contrôlée : « Les piles de bois forment quatre îlots limités de la façon suivante : Longueur Largeur Hauteur Bois A Broyé 29,5 m 9 m 3 m Bois A en vrac 35 m 13 m 3 m Bois B Broyé 25,5 m 18 m 3 m Bois B en vrac 50 m Entre 18 et 23 m 3 m Murs coupe-feu Mur en « légo bloc » béton de 80 cm d'épaisseur, assimilé REI 120 : <ul style="list-style-type: none">• En façade Est de chaque zone de stockage ;• En façade Nord de la zone « Bois A broyé » ;• En façade Sud de la zone « Bois B broyé » Hauteur : 4m L'espace entre les stockages est d'au moins 12 mètres (cf. annexe 1) ».
Constats :

<p>On constate un marquage au sol d'un côté et les murs coupe feu d'un autre côté pour délimiter les surfaces de stockages des différents type de bois.</p> <p>Au jour de l'inspection, l'alvéole de bois A broyé est remplie environ à 10 % de sa capacité.</p> <p>L'alvéole de bois A et celle de bois B en vrac sont remplies à 95 % de leurs capacités.</p> <p>On constate pour le bois B broyé un léger dépassement du stockage en largeur (dépassement par rapport aux 18 mètres de la façade sud de la zone).</p> <p>L'exploitant explique que ce bois va faire l'objet de chargements et d'expéditions dans la journée, et que par conséquent la limite de stockage sera respectée avant fermeture du site.</p> <p>La hauteur des tas est respectée à environ 1 mètre sous la hauteur des murs coupe feu. On constate aussi des espacements au minimum de 12 mètres entre les différents tas. Ces espacements permettent l'insertion du broyeur pour travailler entre deux stockages.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Système alerte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2024, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et alerte</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un système de détection incendie (caméra thermique) avec report d'alarme et astreinte.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis février 2025, l'exploitant a installé une surveillance du site par caméra thermique. Cette surveillance est 24h/24h.</p> <p>En cas d'alerte, une information est transmise sur les téléphones portables de l'exploitant.</p> <p>La levée de doute est effectuée par les caméras de surveillance du site qui permettent de zoomer sur les stocks.</p> <p>Si l'exploitant n'accuse pas réception de cette alerte, alors un message est automatiquement transmis au SDIS local.</p> <p>L'exploitant a inclus à son plan de défense incendie, un plan d'implantation des différentes caméras en indiquant leurs champs de détection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Emissions de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2024, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Diffus poussières de broyage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un système d'asperseurs pour être au plus près des stockages et opérations de broyage en vue de limiter les émissions de poussières. En cas de dysfonctionnement du réseau d'aspersion ou de vent fort (>50km/h), les opérations de broyage ne sont pas autorisées. L'exploitant consigne chaque jour, sur un registre, la vitesse du vent. Il</p>

recueille cette information, chaque matin, auprès de la station météo la plus proche de son installation Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection un plan d'action, assorti d'un échéancier, proposant des mesures complémentaires à mettre en œuvre, en sus du réseau d'asperseurs, visant à diminuer les envols de poussières ».

Constats :

On constate l'implantation d'asperseurs tout le long des stockages d'un côté et sur les murs coupe feu d'un autre côté.

Ainsi les stocks peuvent être aspergés et aussi les bois broyés en sortie du convoyeur de déchargement.

L'exploitant a transmis un registre de suivi météo, par rapport aux données de la station météo de Marignane qui est située à moins de 3 km de l'exploitation. Sur ce registre sont notifiés les prévisions, les constats en temps réel et l'indication si le broyage a été autorisé.

Comme prescrit, l'exploitant a transmis un plan d'action assorti d'un échéancier, proposant des mesures complémentaires à mettre en œuvre.

Les moyens mis en place pour limiter l'envol des poussières sont les suivants :

- Les zones de stockage sont délimitées par des murs en blocs béton de 80cm d'épaisseur et 4m de hauteur, ce qui permet un premier confinement des déchets de bois pour limiter l'envol.

- Les anciens murs béton qui étaient utilisés pour délimiter les zones de stockage ont été déplacés en périphérie du site pour protéger le voisinage de la poussière. Il a été choisi de les replacer à la limite nord-ouest, ce qui permet également de casser les rafales de Mistral qui souffle depuis cette direction.

- Un réseau de 6 asperseurs a été installé pour l'arrosage des tas de bois lors des opérations de déplacement des déchets et de broyage.

- Une surveillance des prévisions météorologiques du vent a été mise en place avec un suivi hebdomadaire et quotidien, pour pouvoir organiser l'activité de broyage uniquement si le vent est inférieur à 50km/h (novembre 2024).

- Une manche à air est installée sur le site pour permettre aux opérateurs de vérifier la vitesse et la direction du vent en temps réel. En cas de broyage possible avec un vent sous les 50km/h les opérateurs peuvent choisir le meilleur emplacement du broyeur mobile pour limiter les envols (février 2025).

- Une formation a été dispensée aux opérateurs pour prendre en compte l'évaluation des conditions météorologiques réelles, pour une utilisation optimale des asperseurs et pour le choix du meilleur emplacement du broyeur mobile pour limiter les envols des poussières (1^{er} trimestre 2025).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Renseigner chaque jour l'emplacement du broyeur lors des opérations de broyage.

- Tenir un registre chronologique des plaintes, de façon à identifier l'emplacement du broyeur, l'état des stockages, les volumes entrants et sortants et la météo aux dates des plaintes

Type de suites proposées : Sans suite

